

Banque des États de l'Afrique Centrale



BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 299

JUILLET 2019

Sommaire	Pages
Liste des abréviations	2
Activités du marché monétaire de juillet 2019	3
I- Activités du compartiment interbancaire	3
II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	3
A- Évolution des taux d'intérêts	3
<i>a) Taux débiteurs</i>	3
<i>b) Taux d'intérêt sur les placements des banques</i>	3
<i>c) Taux de rémunération des dépôts publics</i>	4
B- Interventions de la Banque Centrale	4
1) <i>Opérations principales d'injection de liquidités</i>	4
<i>a) Volumes échangés</i>	4
<i>b) Taux des adjudications observés</i>	5
2) <i>Facilités permanentes</i>	5
3) <i>Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables</i>	5
4) <i>Autres interventions</i>	6
III- Évolution du marché des titres publics	6
Statistiques du marché monétaire	7
I- Statistiques du compartiment interbancaire	8-9
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics	15-19
IV- Autres statistiques	20-28
Annexes	29
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	30
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	33
Annexe 3 : Décision du Comité de Politique monétaire de la BEAC	38

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l’Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
OPIL	:	Opération Principale d’Injection de Liquidité
OILML	:	Opération d’Injection de Liquidité à Maturité Longue
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPP ₀	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
TISPP ₁	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
TISPP ₂	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d’intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

Activités du marché monétaire de juillet 2019

Le compartiment interbancaire a continué d'être dynamique en juillet 2019, s'élevant à 322,5 milliards FCFA contre 317 milliards FCFA en juin 2019. A l'inverse, l'encours moyen des injections de liquidités sur le marché monétaire par l'Institut d'Émission a reculé considérablement, passant de 335,2 milliards FCFA en juin 2019 à 298,4 milliards FCFA le mois suivant.

Sur la même période, le marché des titres publics a été plus mouvementé en juillet 2019, avec quatorze (14) nouvelles émissions de BTA et des OTA contre treize (13) émissions en juin 2019, mais avec un volume d'émission en régression de 6,3%, à 190,3 milliards en juillet 2019 contre 203 milliards FCFA 2019 en juin.

I- Activités du compartiment interbancaire

Le marché interbancaire s'est accru de 1,7% en juillet 2019, après une hausse de 16,1% un mois auparavant. En effet, le volume des transactions s'est situé à 322,5 milliards FCFA en juillet 2019 contre 317 milliards FCFA en juin 2019. Trente (30) opérations ont été enregistrées au cours de ce mois de juillet 2019, dont vingt-quatre (24) à caractère régional pour un volume global de 306,3 milliards FCFA et six (6) à caractère national d'une valeur totale de 16,2 milliards FCFA. Au cours de ce mois, treize (13) opérations de pension-livree ont été comptabilisées contre dix-huit (18) un mois plus tôt ; en valeur, elles ont atteint 260 milliards FCFA, contre 241,4 milliards FCFA en juin 2019, et ont représentées 95% du volume échangé sur le segment interbancaire.

Les taux d'intérêt pratiqués ont oscillé entre 1% et 6%, pour des durées comprises entre 6 jours et 175 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

En fin juillet 2019, les activités de ce compartiment du marché monétaire ont été caractérisées par le maintien de l'ensemble des taux de la BEAC et une diminution du volume de ses interventions. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **6,00 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **8,30%**.

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité de dépôt : **0,0 %**.

c) Taux de rémunération des dépôts publics

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP₀) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours du mois de juillet 2019, l'opération principale d'injection de liquidités a constitué seulement 18,9% des concours octroyés par l'Institut d'Émission au système bancaire, contre 23,4% pour la facilité de prêt marginal. Avec quatre (4) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel s'est établi à 64,4 milliards FCFA en juillet 2019 contre 78,3 milliards FCFA le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, en raison d'un besoin de liquidité plus important de certaines banques de ce pays, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a plus que doublé, se situant à 7,1 milliards FCFA en juillet 2019 contre 2,7 milliards FCFA un mois plus tôt.

En **Centrafrique**, aucune opération n'a été enregistrée depuis novembre 2018.

Au **Congo**, le volume moyen des interventions de la BEAC s'est contracté considérablement, passant de 1 milliard FCFA en juin 2019 à 182 millions FCFA en juillet 2019. Cette réduction est imputable à la baisse des besoins de certains établissements de crédit de ce pays et le caractère concurrentiel de cette enchère.

Au **Gabon**, aucune opération n'a été enregistrée au cours du mois de juillet 2019.

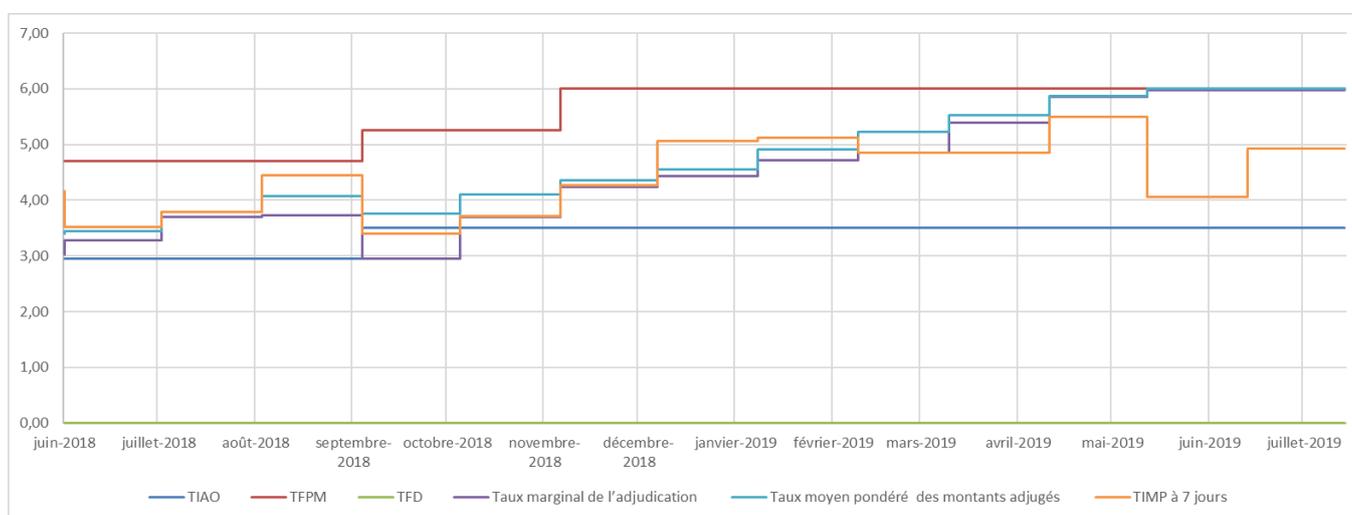
En **Guinée Équatoriale**, sollicitées essentiellement par un seul établissement de crédit, le montant moyen des avances reçues au titre de l'appel d'offres hebdomadaire a diminué légèrement, s'établissant à 26,7 milliards FCFA en juillet 2019 contre 27,8 milliards FCFA un mois auparavant.

Au **Tchad**, le volume moyen du refinancement est passé de 46,8 milliards FCFA en juin 2019 à 30,3 milliards FCFA en juillet 2019. Cette baisse est consécutive au caractère concurrentiel des adjudications hebdomadaires, dont le taux moyen des montants adjudugés a atteint le taux de la facilité de prêt marginal.

b) Taux des adjudications observés

À fin juillet 2019, il a été observé un renchérissement de la monnaie centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel de l'appel d'offres hebdomadaires est ressorti à 6% en juillet 2019, niveau correspondant au taux de la facilité de prêt marginal, contre 5,98% en juin 2019. Ainsi, le taux moyen mensuel des montants adjudugés s'est établi à 6% au cours des deux derniers mois.

Graphique 1 : Evolution des taux d'intervention de la BEAC en fin de mois et des taux moyens des adjudications de l'opération principale d'injection de liquidité (en %)



En juillet 2019, une opération d'injection de liquidités à maturité longue, d'un montant de 20 milliards FCFA, a été organisée le 11 juillet 2019. À fin juillet 2019, l'encours moyen des opérations d'injection de liquidités à maturité longue a diminué de 12%, à 63,2 milliards FCFA en juillet contre 72 milliards FCFA en juin 2019.

2) Facilités permanentes

Concernant les **facilités permanentes**, le volume moyen des avances au titre des opérations de prêt marginal a diminué de 9%, passant de 149,2 milliards FCFA en juin 2019 à 135,8 milliards FCFA en juillet 2019. Cette diminution est consécutive en partie à la limitation par l'institut d'émission, en juin 2019, du volume de tirage d'un établissement de crédit implanté en Guinée Equatoriale.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, a baissé de près de 1,9% au cours de la période de référence, ressortant à 35

milliards FCFA en juillet 2019 contre 35,7 milliards FCFA en juin 2019, en relation avec les remboursements effectués par la BDEAC, principal bénéficiaire de ce concours.

4) *Autres interventions*

Les autres instruments de politique monétaire, à savoir les opérations de réglage fin, les opérations structurelles et apport de liquidité d'urgence, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue. De même, aucune avance intra journalière n'a été sollicitée.

Un seul incident de paiement a été constaté au cours de la période sous revue, soit un montant de 195 millions FCFA, non remboursé à l'échéance de l'opération principale d'injection de liquidités par un établissement de crédit implanté au Cameroun, et a été transformé en une avance au taux de pénalité.

III- Évolution du marché des titres publics

En juillet 2019, le marché primaire des titres publics a été moins dynamique en termes de valeur. En valeur, en juillet 2019, les émissions des BTA se sont élevées à 190,3 milliards FCFA contre 203 milliards FCFA en juin 2019. En nombre, treize (13) émissions de BTA ont été enregistrées au cours du mois de juillet 2019 contre douze (12) un mois plutôt. Pour ce qui est des OTA, une seule nouvelle émission, d'un montant de 18,1 milliards FCFA, a été enregistrée en juillet 2019 contre deux émissions en juin 2019.

Sur la période sous revue, la répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- Trois (3) émissions de BTA de 13 semaines ont été effectuées pour un montant total de 53 milliards FCFA, dont deux (2) du Gabon d'un volume total de 28 milliards FCFA et une (1) du Cameroun d'un volume de 25 milliards FCFA.
- Huit (8) émissions de BTA de 26 semaines d'une valeur globale de 110,2 milliards FCFA, dont trois (3) du Tchad d'un volume de 34,2 milliards FCFA, deux (02) du Gabon d'un montant de 26 milliards FCFA, deux (02) du Congo d'une valeur de 20 milliards FCFA et une (1) du Cameroun d'un volume de 30 milliards FCFA.
- Deux (2) émissions de BTA de 52 semaines d'un montant total de 27,1 milliards FCFA, dont une (1) émission du Congo d'un montant de 14,1 milliards FCFA et une (1) de la Guinée Equatoriale d'un volume de 13 milliards FCFA.
- Une (1) émission d'OTA de 3 ans d'un montant total de 18,1 milliards FCFA a été réalisée par le Gabon.

Statistiques du marché monétaire à fin juillet 2019

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : récapitulatif des opérations du marché interbancaire en fin juillet 2019

En blanc		<i>(Montants cumulés en FCFA)</i>			
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	366 600 000 000	60,5	239 300 000 000	39,5	605 900 000 000
2019	108 200 000 000	39,1	168 540 000 000	60,9	276 740 000 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	4 500 000 000	81,8	1 000 000 000	18,2	5 500 000 000
2019	0		0		0
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
2018	5 000 000 000		0		5 000 000 000
2019	20 600 000 000		5 000 000 000		25 600 000 000
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	0	0,0	153 800 000 000	100,0	153 800 000 000
2019	4 100 000 000	4,4	88 700 000 000	95,6	92 800 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	139 000 000 000	100,0	139 000 000 000
2019	0	0,0	116 000 000 000	100,0	116 000 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
2019	16 000 000 000		0		16 000 000 000
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	377 000 000 000	41,4	534 134 404 300	58,6	911 134 404 300
2019	148 900 000 000	28,2	378 240 000 000	71,8	527 140 000 000
Collatéralisées		<i>(Montants cumulés en FCFA)</i>			
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000
2019	32 595 000 000	3,5	888 628 800 000	96,5	921 223 800 000
Congo					
2019	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
CEMAC					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000
2019	37 595 000 000	4,1	888 628 800 000	95,9	926 223 800 000

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Opération à maturité longue	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595						27 091
	juil-18	40 586	7 177						47 763
	août-18	35 693	2 594						38 287
	sept-18	33 962	79						34 041
	oct-18	19 816	0						19 816
	nov-18	47 825	3 000						50 825
	déc-18	40 380	7 492						47 872
	janv-19	28 640	21						28 661
	févr-19	25 720	624			2 857			29 201
	mars-19	12 325	4 189			12 839			29 353
	avr-19	3 231	2 895			19 517			25 643
	mai-19	1 242	5 708			16 339			23 289
	juin-19	2 757	11 095			9 100			22 952
	juil-19	7 138	7 785		6	12 519			27 448
Centrafrique	juin-18	43						433	476
	juil-18	96						415	511
	août-18	100						395	495
	sept-18	130						373	503
	oct-18	185						355	540
	nov-18	0						335	335
	déc-18	0						316	316
	janv-19	0						296	296
	févr-19	0						277	277
	mars-19	0						257	257
	avr-19	0						237	237
	mai-19	0						218	218
	juin-19	0						197	197
	juil-19	0						179	179
Congo	juin-18	51 408	0					55 651	107 059
	juil-18	54 721	1 129					54 932	110 781
	août-18	44 096	3 997					54 518	102 611
	sept-18	37 431	333					54 443	92 208
	oct-18	42 359	0					51 445	93 804
	nov-18	40 128	1 080					44 676	85 884
	déc-18	30 683	6 484			1 387		41 891	80 445
	janv-19	20 484	9 677					40 501	70 662
	févr-19	27 448	536			5 714		38 771	72 469
	mars-19	9 968	2 097			20 000		38 747	70 811
	avr-19	4 316	5 984			24 817		38 021	73 138
	mai-19	4 784	4 192			20 792		37 942	67 711
	juin-19	1 033	6 800			20 715		35 482	64 031
	juil-19	182	226			19 585		34 819	54 812
Gabon	juin-18	19 698							19 698
	juil-18	19 323							19 323
	août-18	25 435							25 435
	sept-18	27 500							27 500
	oct-18	27 500							27 500
	nov-18	26 100							26 100
	déc-18	21 806							21 806
	janv-19	23 677							23 677
	févr-19	22 250							22 250
	mars-19	23 871							23 871
	avr-19	15 133	567			2 167			17 867
	mai-19	1 290				5 000			6 290
	juin-19	0				5 000			5 000
	juil-19	0				1 613			1 613
Guinée Equatoriale	juin-18	147 560	0						147 560
	juil-18	130 834	12 081						142 914
	août-18	117 859	21 083						138 942
	sept-18	96 316	42 351						138 667
	oct-18	57 163	83 372						140 535
	nov-18	4 545	135 937						140 482
	déc-18	15 238	157 634						172 872
	janv-19	19 304	142 967						162 272
	févr-19	5 501	103 604				29 561		138 666
	mars-19	32 938	93 256						126 194
	avr-19	6 408	91 886			4 500			102 794
	mai-19	10 000	89 613			10 385			109 998
	juin-19	27 762	76 461			10 385			114 608
	juil-19	26 706	69 785			9 508			106 000
Tchad	juin-18	38 030	0	2 124		136 091	7 206		183 451
	juil-18	27 344	7 763	183		131 050	9 703		176 043
	août-18	43 107	16 430	29		99 706	10 000		169 272
	sept-18	56 214	3 159	459		95 999	9 800		165 631
	oct-18	108 218	0	0		46 602	8 500		163 320
	nov-18	142 669	10 714	0		1 619	6 917		161 919
	déc-18	146 410	8 774	435		0	2 452		158 070
	janv-19	146 555	8 348	1 581		0			156 484
	févr-19	128 448	19 674	0		0			148 122
	mars-19	104 911	32 855	0		6 032			143 798
	avr-19	101 911	22 623	0		17 000			141 534
	mai-19	77 361	28 652	0		27 323			133 335
	juin-19	46 781	54 832	0		26 800			128 414
	juil-19	30 329	58 004			20 000			108 333
CEMAC	juin-18	283 235	595	2 124		136 091	7 206	56 084	485 335
	juil-18	272 903	28 150	183		131 050	9 703	55 347	497 335
	août-18	266 290	44 104	29		99 706	10 000	54 913	475 042
	sept-18	251 553	45 922	459		95 999	9 800	54 816	458 549
	oct-18	255 240	83 372	0		46 602	8 500	51 800	445 514
	nov-18	261 267	150 731	0		1 619	6 917	45 011	465 545
	déc-18	254 516	180 384	435		1 387	2 452	42 207	481 381
	janv-19	238 661	161 014	1 581		0	0	40 797	442 052
	févr-19	209 366	124 438	0		8 571	29 561	0	410 984
	mars-19	184 013	132 397	0		38 871	0	0	390 044
	avr-19	131 000	123 955	0		68 001	0	0	382 558
	mai-19	94 677	128 164	0		79 839	0	0	381 611
	juin-19	78 333	149 188	0		72 000	0	0	335 200
	juil-19	64 355	135 800	0		63 225	6	0	298 384

Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en juillet 2019

Mois de l'année	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juil-19	04/07/2019 au 11/07/2019	AON n° 26	65 000	180 615	65 000	6	12,77	6	277,87	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	4,00
	11/07/2019 au 18/07/2019	AON n° 27	65 000	162 489	65 000	6	12,77	7	249,98	5,99	6,00	6,00	5,99	6,00	5,69
	18/07/2019 au 25/07/2019	AON n° 28	65 000	164 811	65 000	5	10,64	5	253,56	5,50	6,00	6,00	5,92	6,00	5,00
	25/07/2019 au 01/08/2019	AON n° 29	60 000	141 055	60 000	5	10,64	5	235,09	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	5,00

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC de juin 2018 à juillet 2019

Mois	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin-2018	281 667	327 316	281 667	19	40,84	38	116	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet-2018	272 500	324 306	272 500	17	35,64	31	119	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août-2018	266 000	334 893	266 000	17	35,32	30	126	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79
septembre-2018	265 000	277 261	239 788	14	29,25	26	105	2,95	4,30	3,74	4,06	4,07	4,44
octobre-2018	265 000	342 303	265 000	14	29,26	25	129	2,95	4,35	2,95	3,57	3,75	3,40
novembre-2018	265 000	442 520	265 000	16	34,47	29	167	3,34	4,46	3,69	3,91	4,10	3,72
décembre-2018	260 000	422 802	260 000	12	26,06	25	163	4,17	4,53	4,24	4,30	4,36	4,26
janvier-2019	248 000	406 889	248 000	11	22,98	19	164	4,38	4,73	4,43	4,49	4,56	5,05
février-2019	218 750	359 933	218 750	11	23,40	18	165	4,55	5,10	4,72	4,79	4,91	5,11
mars-2019	177 500	320 357	177 500	10	21,81	17	181	4,76	5,35	4,85	5,06	5,22	4,85
avril-2019	127 500	252 491	127 500	10	20,74	16	200	4,93	5,60	5,39	5,38	5,52	4,85
mai-2019	93 000	175 658	93 000	6	11,91	10	190	5,39	5,92	5,85	5,82	5,87	5,49
juin-2019	76 250	177 205	76 250	7	14,36	8	233	5,00	6,00	5,98	5,88	6,00	4,06
juillet-2019	63 750	162 243	63 750	6	11,70	6	254	5,87	6,00	6,00	5,98	6,00	4,92

Tableau IIh : Situation des réserves obligatoires au 31 juillet 2019 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période)

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	305 155	12 423	80 698	136 003	78 848	53 029	666 157
Solde des comptes-courants à la BEAC	1 032 878	30 385	327 278	454 772	290 067	174 109	2 309 489
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	29,54%	40,89%	24,66%	29,91%	27,18%	30,46%	28,84%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

**Tableau Ii : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Cameroun, Centrafrique et Congo)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2017				2018				2019		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	juin	juillet
I - Cameroun											
1 - Crédits à l'économie	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 278 595	3 416 931	3 357 968	3 361 473	3 339 626
2 - Montant des accords de classement	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307	54 420	48 552	24 159	24 338
3 - Refinancement BEAC	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	27 500	37 585	25 341	23 706	29 448
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,84%	1,10%	0,75%	0,71%	0,88%
II - Centrafrique											
1 - Crédits à l'économie	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 399	156 367	159 169	157 847	146 649
2 - Montant des accords de classement	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 144	25 402	25 402	12 822	3 623
3 - Refinancement BEAC	700	644	731	655	544	557	540	297	238	179	179
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,38%	0,19%	0,15%	0,11%	0,12%
III - Congo											
2 - Crédits à l'économie	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 131 402	1 135 722	1 098 663	1 077 724	1 070 603
3 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	87 340	66 440	61 140	61 140	66 140
4 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	98 168	71 238	74 021	64 947	54 404
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,68%	6,27%	6,74%	6,03%	5,08%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

**Tableau Iij : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2017				2018				2019		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet
IV - Gabon											
1 - Crédits à l'économie	1 154 596	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 132 154	1 170 466	1 114 653	1 119 137	1 135 422
2 - Montant des accords de classement	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750	0	0	0	0
3 - Refinancement BEAC	78 676	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500	23 000	27 000	5 000	0
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	6,81%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,43%	1,97%	2,42%	0,45%	0,00%
V - Guinée Equatoriale											
1 - Crédits à l'économie	1 138 937	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 123	1 187 866	944 433	920 009	915 009
2 - Montant des accords de classement	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000	140 000	0	0	0
3 - Refinancement BEAC	107 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	129 000	174 000	109 007	106 000	106 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	9,44%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	10,95%	14,65%	11,54%	11,52%	11,58%
VI - Tchad											
1 - Crédits à l'économie	631 579	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	618 778	624 580	639 168	626 772	632 216
2 - Montant des accords de classement	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472	20 786	10 786	12 534	12 534
3 - Refinancement BEAC	177 511	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	158 516	171 000	146 411	119 273	105 080
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	28,11%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	25,62%	27,38%	22,91%	19,03%	16,62%
VII - CEMAC											
1 - Crédits à l'économie	7 915 448	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 916 289	8 102 570	7 715 639	7 639 471	7 639 472
2 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	438 706	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	360 012	307 048	145 880	110 655	106 635
3 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	661 824	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	441 224	477 119	382 018	319 105	295 111
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1)	8,36%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,57%	5,89%	4,95%	4,18%	3,86%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	juillet-18	juillet-19	Variation en %	juillet-18	juillet-19	Variation en %	juillet-18	juillet-19	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	39 116	24 338	-37,78	25 079	3 623	-85,55	83 840	66 140	-21,11
. Accords à court terme	39 116	24 338	-37,78	15 229	2 923	-80,81	500	5 000	900,00
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	-	9 850	700	-92,89	83 340	61 140	-26,64
2. Encours des tirages du système bancaire	52 524	29 448	-43,93	539	179	-66,79	112 191	54 404	-51,51
a/ Instruments de refinancement ordinaire	52 524	29 448	-43,93	124	0	-100,00	57 672	20 000	-65,32
b/ Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	-	415	179	-56,87	54 519	34 404	-36,90

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau Iie : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	juillet-18	juillet-19	Variation en %	juillet-18	juillet-19	Variation en %	juillet-18	juillet-19	Variation en %	juillet-18	juillet-19	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	2 750	0	-	175 000	0	-100,00	27 472	12 534	-54,37	353 257	106 635	-69,81
. Accords à court terme	2 750	0	-	175 000	0	-100,00	27 472	12 534	-54,37	260 067	44 795	-82,78
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	93 190	61 840	-33,64
2. Encours des tirages du système bancaire	19 500	0	0,00	142 380	106 000	-34,32	174 183	105 080	-65,76	501 317	295 111	-41,13
a/ Instruments de refinancement ordinaire	19 500	0	0,00	142 380	106 000	-34,32	174 183	105 080	-65,76	446 383	260 528	-41,64
b/ Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	0,00%	0	0	-	0	0	0	54 934	34 583	-37,05

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau IIf : Situation analytique des réserves obligatoires (1)

Mois	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	Total
juin 2018	244 698	10 631	78 032	115 973	72 241	20 026	541 601
juillet 2018	242 726	10 463	76 928	119 741	72 952	26 294	549 105
août 2018	248 273	10 579	76 235	124 531	74 330	26 168	560 116
septembre 2018	250 032	10 706	77 563	130 865	73 892	26 744	569 802
octobre 2018	249 147	10 986	80 079	124 754	73 424	35 079	573 468
novembre 2018	248 975	10 938	79 997	124 120	72 359	34 587	570 976
décembre 2018	248 815	11 082	78 557	124 199	71 767	35 175	569 595
janvier 2019	252 494	11 327	78 057	125 940	74 887	35 692	578 398
février 2019	254 165	11 595	77 789	127 958	78 194	37 011	586 713
mars 2019	254 920	11 474	76 222	127 872	77 409	38 540	586 437
avril 2019	256 399	11 659	75 802	124 437	77 188	47 857	593 341
mai 2019	265 917	12 230	75 173	128 207	76 427	48 227	606 182
juin 2019	292 615	12 414	75 883	137 119	78 675	50 701	647 406
juillet 2019	305 155	12 423	80 698	136 003	78 848	53 029	666 157

Tableau IIg : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

Pays	Niveau des réserves obligatoires au 30/06/2019	Niveau des réserves obligatoires au 31/07/2019	Evolution
Cameroun	292 615	305 155	12 541
Centrafrique	12 414	12 423	10
Congo	75 883	80 698	4 814
Gabon	137 119	136 003	-
Guinée Equatoriale	78 675	78 848	173
Tchad	50 701	53 029	2 328
CEMAC	647 406	666 157	18 750

Tableau IIk : Opérations du crédit et du marché monétaire*(Situation en fin de période - en millions de F.CFA)*

juillet 2019

Rubriques	Pays						CEMAC ⁽¹⁾
	Cameroun	Centrafrique	Congo ⁽¹⁾	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	24 338	3 623	66 140	0	0	12 534	106 635
Refinancements accordés	29 447	179	54 404	0	106 000	109 280	299 309
1. Instruments de refinancement	29 447	0	20 000	0	106 000	109 280	264 727
2. Guichet spécial de refinancement	0	179	34 404	0	0	0	34 583
Niveaux des réserves obligatoires au 31 mars 2019	305 155	12 423	80 698	136 003	78 848	53 029	666 157
Autres interventions (ponctions de liquidité) ⁽²⁾	0	0	55	0	0	0	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	113	0	223	59	633	462	1 490
Encours des crédits consolidés ⁽³⁾	578 130	81 241	573 326	453 627	610 090	480 602	2 777 016
Centrale des Risques (date dernière publication)	juillet-19	juillet-19	juillet-19	juillet-19	juillet-19	juillet-19	-

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des engagements des Etats ont été consolidés au 31 décembre 2017. Ces chiffres intègrent les engagements vis-à-vis du GABAC.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics émis par le Cameroun au 31 juillet 2019

(en millions de FC(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
CM1100000791 BTA-13 20-SEPT-2019	BTA	19/06/2019	20/09/2019	13 semaines		20 000
CM1200000725 BTA-26 16-AOUT-2019	BTA	13/02/2019	16/08/2019	26 semaines		10 000
CM1200000733 BTA-26 30-AOUT-2019	BTA	27/02/2019	30/08/2019	26 semaines		50 000
CM1200000741 BTA-26 11-OCTO-2019	BTA	10/04/2019	11/10/2019	26 semaines		10 000
CM1200000758 BTA-26 08-NOVE-2019	BTA	08/05/2019	08/11/2019	26 semaines		10 000
CM1300000419 BTA-52 20-SEPT-2019	BTA	19/09/2018	20/09/2019	52 semaines		0
CM1300000427 BTA-52 31-JANV-2020	BTA	30/01/2019	31/01/2020	52 semaines		10 000
CM1300000435 BTA-52 07-FEVR-2020	BTA	08/02/2019	07/02/2020	52 semaines		10 000
CM1300000443 BTA-52 09-AVRI-2020	BTA	17/04/2019	17/04/2020	52 semaines		10 000
CM1100000809 BTA-13 11-OCTO-2019	BTA	10/07/2019	11/10/2019	13 semaines		25 000
CM1200000766 BTA-26 17-JANV-2020	BTA	17/07/2019	17/01/2020	26 semaines		30 000
Sous-total (BTA)						185 000
CM2J00000014 OTA 3 ANS 3,70 % 22-FEVR-2022	OTA	20/02/2019	22/02/2022		3 ANS	14 770
CM2J00000022 OTA 3 ANS 4 % 24-MAI-2022	OTA	22/05/2019	24/05/2022		3 ANS	72 540
CM2KB00000011 OTA 4 ANS 4,75 % 31-MAI-2023	OTA	29/05/2019	31/05/2019		4 ANS	48 482
CM2B00000020 OTA 5 ANS 5 % 14-JUIN-2024	OTA	12/06/2019	14/06/2024		5 ANS	53 585
Sous-total (OTA)						189 377
Total						374 377

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics émis par la République centrafricaine au 31 juillet 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CF1200000328 BTA-26 11-OCTO-2019	BTA	10/04/2019	11/10/2019	26 semaines	5 500
CF1200000336 BTA-26 06-DECE-2019	BTA	05/06/2019	06/12/2019	26 semaines	4 000
Total					9 500

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics émis par le Congo au 31 juillet 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
CG1200000186 BTA-26 02-AOUT-2019	BTA	30/01/2019	02/08/2019	26 semaines		8 000
CG1200000194 BTA-26 16-AOUT-2019	BTA	13/02/2019	16/08/2019	26 semaines		11 000
CG1200000202 BTA-26 06-SEPT-2019	BTA	06/03/2019	06/09/2019	26 semaines		5 500
CG1200000210 BTA-26 13-SEPT-2019	BTA	13/03/2019	13/09/2019	26 semaines		8 000
CG1200000228 BTA-26 25-OCTO-2019	BTA	24/04/2019	25/10/2019	26 semaines		15 000
CG1200000236 BTA-26 08-NOVE-2019	BTA	08/05/2019	08/11/2019	26 semaines		8 500
CG1200000244 BTA-26 29-NOVE-2019	BTA	29/05/2019	29/11/2019	26 semaines		9 000
CG1300000011 BTA-52 05-JUIN-2020	BTA	05/06/2019	05/06/2020	52 semaines		15 000
CG1200000251	BTA	03/07/2019	03/01/2020	26 semaines		10 000
CG1300000029	BTA	10/07/2019	10/07/2020	52 semaines		14 112
CG1200000269	BTA	24/07/2019	24/01/2020	26 semaines		10 000
Sous-total (BTA)						114 112
CG2A00000015 OT 2 ANS 6,5% 21-JUIN-2021	OTA	19/06/2019	21/06/2021		2 ANS	22 500
Sous-total (OTA)						22 500
Total						136 612

Source : BEAC/CRCT

Tableau III d : Liste des titres publics émis par le Gabon au 31 juillet 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
GA1100000866	BTA	03/05/2019	02/08/2019	13 semaines		15 000
GA1100000874	BTA	10/05/2019	09/08/2019	13 semaines		13 500
GA1100000882	BTA	24/05/2019	23/08/2019	13 semaines		15 000
GA1100000890	BTA	31/05/2019	30/08/2019	13 semaines		15 000
GA1100000908	BTA	07/06/2019	06/09/2019	13 semaines		15 000
GA1100000916	BTA	14/06/2019	13/09/2019	13 semaines		12 000
GA1100000924	BTA	21/06/2019	20/09/2019	13 semaines		15 000
GA1200000832	BTA	15/02/2019	16/08/2019	26 semaines		10 000
GA1200000840	BTA	05/04/2019	04/10/2019	26 semaines		12 000
GA1200000857	BTA	19/04/2019	18/10/2019	26 semaines		15 000
GA1200000865	BTA	17/05/2019	15/11/2019	26 semaines		14 000
GA1300000310	BTA	01/02/2019	31/01/2020	52 semaines		5 000
GA1300000328	BTA	15/03/2019	13/03/2020	52 semaines		15 000
GA1300000336	BTA	22/03/2019	20/03/2020	52 semaines		15 000
GA1300000344	BTA	28/06/2019	26/06/2020	52 semaines		15 000
GA1100000932	BTA	12/07/2019	11/10/2019	13 semaines		13 000
GA1100000940	BTA	26/07/2019	25/10/2019	13 semaines		15 000
GA1200000873	BTA	05/07/2019	03/01/2020	26 semaines		11 000
GA1200000881	BTA	19/07/2019	17/01/2020	26 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						255 500
GA2A00000041 OT 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	26 600
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,50% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	40 882
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2JA00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	01/08/2018	05/07/2021		3 ANS	22 300
GA2BA00000026 OTA 5 ANS 7% 06-AOUT-2023	OTA	01/08/2018	03/08/2023		5 ANS	10 000
GA2JA00000085 OTA 3 ANS 5,75% 29-MARS-2022	OTA	29/03/2019	29/03/2022		3 ANS	33 050
Sous-total (OTA)						160 281
Total						415 781

Source : BEAC/CRCT

Tableau III e : Liste des titres publics émis par la Guinée Équatoriale au 31 juillet 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
GQ1300000569	BTA	08/08/2018	10/08/2018	52 semaines		10 000
GQ1300000577	BTA	24/10/2018	26/10/2018	52 semaines		15 000
GQ1300000585	BTA	07/11/2018	09/11/2018	52 semaines		12 000
GQ1300000593	BTA	05/12/2018	07/12/2018	52 semaines		8 000
GQ1300000601	BTA	09/01/2019	11/01/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000619	BTA	23/01/2019	25/01/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000627	BTA	06/02/2019	08/02/2019	52 semaines		13 000
GQ1300000635	BTA	13/03/2019	15/03/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000643	BTA	03/04/2019	05/04/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000650	BTA	08/05/2019	10/05/2019	52 semaines		9 000
GQ1300000668	BTA	10/07/2019	12/07/2019	52 semaines		13 000
GQ1300000676	BTA	07/08/2019	09/08/2019	52 semaines		15 000
GQ1200000016	BTA	28/08/2019	30/08/2019	26 semaines		5 000
GQ1300000684	BTA	04/09/2019	06/09/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000692	BTA	25/09/2019	27/09/2019	52 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						190 000
GQ2A00000015 OTA 2 ANS 5 % 13-FEVR-2021	OTA	13/02/2019	13/02/2021		2 ANS	32 333
GQ2J00000016 OTA 3 ANS 5 % 13-FEVR-2022	OTA	13/02/2019	13/02/2022		3 ANS	32 333
GQ2K00000013 OTA 4 ANS 5 % 13-FEVR-2023	OTA	13/02/2019	13/02/2023		4 ANS	32 333
GQ2B00000014 OTA 5 ANS 5 % 13-FEVR-2024	OTA	13/02/2019	13/02/2024		5 ANS	32 333
GQ2L00000012 OTA 6 ANS 5 % 13-FEVR-2025	OTA	13/02/2019	13/02/2025		6 ANS	32 333
GQ2C00000013 OTA 7 ANS 5 % 13-FEVR-2026	OTA	13/02/2019	13/02/2026		7 ANS	32 333
GQ2M00000011 OTA 8 ANS 5 % 13-FEVR-2027	OTA	13/02/2019	13/02/2027		8 ANS	32 333
GQ2N00000010 OTA 9 ANS 5 % 13-FEVR-2028	OTA	13/02/2019	13/02/2028		9 ANS	32 333
GQ2D00000012 OTA 10 ANS 5 % 13-FEVR-2029	OTA	13/02/2019	13/02/2029		10 ANS	32 333
Sous-total (OTA)						290 997
Total						480 997

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics émis par le Tchad au 31 juillet 2019

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date de règlement	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
TD1200000396 BTA-26 02-AOUT-2019	BTA	30/01/2019	02/08/2019	26 semaines		21 060
TD1200000404 BTA-26 09-AOUT-2019	BTA	06/02/2019	09/08/2019	26 semaines		13 082
TD1200000412 BTA-26 23-AOUT-2019	BTA	20/02/2019	23/08/2019	26 semaines		18 225
TD1200000420 BTA-26 30-AOUT-2019	BTA	27/02/2019	30/08/2019	26 semaines		13 851
TD1200000438 BTA-26 06-SEPT-2019	BTA	06/03/2019	06/09/2019	26 semaines		7 100
TD1200000446 BTA-26 13-SEPT-2019	BTA	13/03/2019	13/09/2019	26 semaines		32 500
TD1200000453 BTA-26 27-SEPT-2019	BTA	27/03/2019	27/09/2019	26 semaines		10 782
TD1200000461 BTA-26 18-OCTO-2019	BTA	17/04/2019	18/10/2019	26 semaines		33 750
TD1200000479 BTA-26 15-NOVE-2019	BTA	15/05/2019	15/11/2019	26 semaines		3 000
TD1200000487 BTA-26 15-NOVE-2019	BTA	22/05/2019	22/11/2019	26 semaines		22 780
TD1200000495 BTA-26 13-DECE-2019	BTA	12/06/2019	13/12/2019	26 semaines		15 188
TD1200000503 BTA-26 20-DECE-2019	BTA	19/06/2019	20/12/2019	26 semaines		14 170
TD1200000511 BTA-26 20-DECE-2019	BTA	19/06/2019	20/12/2019	26 semaines		4 860
TD1200000529 BTA-26 27-DECE-2019	BTA	26/06/2019	27/12/2019	26 semaines		33 750
TD1300000361 BTA-52 14-FEVR-2020	BTA	13/02/2019	14/02/2020	52 semaines		3 000
TD1300000379 BTA-52 05-JUIN-2020	BTA	05/06/2019	05/06/2020	52 semaines		22 780
TD1200000537 BTA-26 10-JANV-2020	BTA	11/07/2019	10/01/2020	26 semaines		15 188
TD1200000545 BTA-26 17-JANV-2020	BTA	17/07/2019	17/01/2020	26 semaines		14 170
TD1200000552 BTA-26 24-JANV-2020	BTA	24/07/2019	24/01/2020	26 semaines		4 860
TD1200000560 BTA-26 31-JANV-2020	BTA	31/07/2019	31/01/2020	26 semaines		9 477
Sous-total (BTA)						313 573
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 23-SEPT-2020	OTA	23/9/2015	23/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020	OTA	30/9/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020	OTA	25/3/2016	25/3/2020		4 ANS	30 000
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT-2020	OTA	19/8/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		3 ANS	5 000
Sous-total (OTA)						118 760
Total						432 333

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 31 juillet 2019

(en millions de FCFA)

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	185 000	10,00	189 377	10,24	374 377	20,24
RCA	9 500	0,51	0	0,00	9 500	0,51
Congo	114 112	6,17	22 500	1,22	136 612	7,39
Gabon	255 500	13,81	160 281	8,67	415 781	22,48
Guinée Equatoriale	190 000	10,27	290 997	15,73	480 997	26,01
Tchad	313 573	16,95	118 760	6,42	432 333	23,37
CEMAC	1 067 685	57,73	781 915	42,27	1 849 600	100,00

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIh : BTA émis par adjudication en juillet 2019

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription
Cameroun	13 semaines	CM1100000809	mercredi 10 juillet 2019	vendredi 12 juillet 2019	25 000	2,34	vendredi 11 octobre 2019	100,00
Gabon	13 semaines	GA1100000932	mercredi 10 juillet 2019	vendredi 12 juillet 2019	13 000	3,53	vendredi 11 octobre 2019	190,77
Gabon	13 semaines	GA1100000940	mercredi 24 juillet 2019	vendredi 26 juillet 2019	15 000	3,41	vendredi 25 octobre 2019	258,00
Congo	26 semaines	CG1200000251	mercredi 3 juillet 2019	vendredi 5 juillet 2019	10 000	6,59	vendredi 3 janvier 2020	110,00
Congo	26 semaines	CG1200000269	mercredi 24 juillet 2019	vendredi 26 juillet 2019	10 000	6,37	vendredi 24 janvier 2020	200,00
Cameroun	26 semaines	CM1200000766	mercredi 17 juillet 2019	vendredi 19 juillet 2019	30 000	2,57	vendredi 17 janvier 2020	120,00
Gabon	26 semaines	GA1200000873	mercredi 3 juillet 2019	vendredi 5 juillet 2019	11 000	3,81	vendredi 3 janvier 2020	208,64
Gabon	26 semaines	GA1200000881	mercredi 17 juillet 2019	vendredi 19 juillet 2019	15 000	4,04	vendredi 17 janvier 2020	197,33
Tchad	26 semaines	TD1200000537	mercredi 10 juillet 2019	vendredi 12 juillet 2019	15 188	6,50	vendredi 10 janvier 2020	83,34
Tchad	26 semaines	TD1200000545	mercredi 17 juillet 2019	vendredi 19 juillet 2019	14 170	6,23	vendredi 17 janvier 2020	113,90
Tchad	26 semaines	TD1200000552	mercredi 24 juillet 2019	vendredi 26 juillet 2019	4 860	6,50	vendredi 24 janvier 2020	111,11
Congo	52 semaines	CG1300000029	mercredi 10 juillet 2019	vendredi 12 juillet 2019	14 112	6,50	vendredi 10 juillet 2020	94,08
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000668	mercredi 10 juillet 2019	vendredi 12 juillet 2019	13 000	8,26	vendredi 10 juillet 2020	86,67

Tableau III : Encours des OTA émis par adjudication à fin juillet 2019

Pays	Maturité	Code émission	Date d'adjudication	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	Taux facial	Rendement
Tchad	5 ANS	TD2B0000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOÛT-2020	mercredi 19 août 2015	vendredi 21 août 2015	48 760,00	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B0000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT-2020	mercredi 23 septembre 2015	vendredi 25 septembre 2015	10 000,00	100,00	vendredi 25 septembre 2020	40,00	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B0000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020	mercredi 30 septembre 2015	vendredi 2 octobre 2015	10 000,00	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B0000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020	mercredi 28 octobre 2015	vendredi 30 octobre 2015	15 000,00	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K0000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020	mercredi 23 mars 2016	vendredi 25 mars 2016	30 000,00	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	4,00	4,0818
Tchad	3 ANS	TD2J0000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019	mercredi 9 septembre 2016	vendredi 9 septembre 2016	5 000,00	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	4,00	4,0407
Gabon	2 ANS	GA2A0000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019	mercredi 20 septembre 2017	vendredi 22 septembre 2017	8 000,00	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	4,5	4,5290
Gabon	2 ANS	GA2A0000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	mercredi 21 mars 2018	vendredi 23 mars 2018	7 500,00	97,89	lundi 23 mars 2020	100,00	4,5	4,6004
Gabon	2 ANS	GA2A0000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	mercredi 4 avril 2018	vendredi 6 avril 2018	4 100,00	96,08	lundi 23 mars 2020	27,36	4,5	4,6895
Gabon	2 ANS	GA2A0000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	vendredi 25 mai 2018	27 449,00	99,97	lundi 25 mai 2020	78,43	5	5,0013
Gabon	3 ANS	GA2J0000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	mercredi 4 juillet 2018	vendredi 6 juillet 2018	8 800,00	88,24	lundi 5 juillet 2021	80,25	5,75	6,5180
Gabon	3 ANS	GA2J0000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	5 000,00	75,44	lundi 5 juillet 2021	66,67	5,75	7,6257
Gabon	5 ANS	GA2B0000026	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	10 000,00	100,00	jeudi 3 août 2023	100,00	7	7,0000
Gabon	2 ANS	GA2A0000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019	mercredi 12 septembre 2018	vendredi 14 septembre 2018	18 600,00	96,16	lundi 23 septembre 2019	93,00	4,5	4,7193
Gabon	2 ANS	GA2A0000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	mercredi 24 octobre 2018	vendredi 26 octobre 2018	3 282,00	91,76	lundi 23 mars 2020	21,88	4,5	4,9170
Gabon	2 ANS	GA2A0000051	mercredi 28 novembre 2018	vendredi 30 novembre 2018	15 000,00	101,77	lundi 23 mars 2020	136,67	4,5	4,4189
Gabon	2 ANS	GA2A0000051	mercredi 12 décembre 2018	vendredi 14 décembre 2018	11 000,00	99,39	lundi 23 mars 2020	93,60	4,5	4,5285
Cameroun	3 ANS	CM2J0000014	mercredi 20 février 2019	vendredi 22 février 2019	14 770,00	98,52	mardi 22 février 2022	78,20	3,7	3,7563
Gabon	3 ANS	GA2J0000085	mercredi 10 avril 2019	vendredi 12 avril 2019	15 000,00	99,22	mardi 29 mars 2022	85,71	5,75	5,7954
Guinée Equatoriale	2 ANS	GQ2A0000015 OTA 2 ans 5% 13 février 2021	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		samedi 13 février 2021		5	-
Guinée Equatoriale	3 ANS	GQ2J0000016 OTA 3 ans 5% 13 février 2022	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		dimanche 13 février 2022		5	-
Guinée Equatoriale	4 ANS	GQ2K0000013 OTA 4 ans 5% 13 février 2023	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		lundi 13 février 2023		5	-
Guinée Equatoriale	5 ANS	GQ2B0000014 OTA 5 ans 5% 13 février 2024	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		mardi 13 février 2024		5	-
Guinée Equatoriale	6 ANS	GQ2L0000012 OTA 6 ans 5% 13 février 2025	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		jeudi 13 février 2025		5	-
Guinée Equatoriale	7 ANS	GQ2C0000013 OTA 7 ans 5% 13 février 2026	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		vendredi 13 février 2026		5	-
Guinée Equatoriale	8 ANS	GQ2M0000011 OTA 8 ans 5% 13 février 2027	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		samedi 13 février 2027		5	-
Guinée Equatoriale	9 ANS	GQ2N0000010 OTA 9 ans 5% 13 février 2028	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		dimanche 13 février 2028		5	-
Guinée Equatoriale	10 ANS	GQ2D0000012 OTA 10 ans 5% 13 février 2029	mercredi 13 février 2019	mercredi 13 février 2019	32 333,33		mardi 13 février 2029		5	-
Cameroun	3 ANS	CM2J0000022	mercredi 22 mai 2019	vendredi 24 mai 2019	72 540,00	99,67	mardi 24 mai 2022	77,14	4	4,0132
Cameroun	4 ANS	CM2K0000011	mercredi 29 mai 2019	vendredi 31 mai 2019	48 482,00	98,28	mercredi 31 mai 2023	48,65	4,75	4,8333
Gabon	3 ANS	GA2J0000069	mercredi 8 mai 2019	vendredi 10 mai 2019	8 500,00	101,82	lundi 5 juillet 2021	85,00	5,75	5,6447
Congo	2 ANS	CG2A0000015	mercredi 19 juin 2019	vendredi 21 juin 2019	22 500,00	88,56	lundi 21 juin 2021	120,00	6,5	7,3538
Cameroun	5 ANS	CM2B0000020	mercredi 12 juin 2019	vendredi 14 juin 2019	53 585,10	98,18	vendredi 14 juin 2024	53,59	5,6	5,7041
Gabon	3 ANS	GA2J0000085	mercredi 3 juillet 2019	vendredi 5 juillet 2019	18 050,00	99,86	mardi 29 mars 2022	90,25	5,75	5,7581

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum

(en %)

Ancien système

Dates	Taux des appels d'offres (TIAO)	Taux des prises en pension (TIPO)	Taux de pénalité des banques (TPB)	Taux des avances aux Trésors	Taux de pénalité aux Trésors (TPT)	Taux de rémunération des réserves	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 7 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 28 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 7 jours (TISP)	Taux d'intérêt sur placements négatifs à 28 jours (TISP)	Taux Créditeur Minimum (TCM)	Taux Débiteur Maximum (TDM)	Taux des FGF (TISPP ₀)	Taux des MSRB (TISPP ₁)	Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂)
3 juillet 2008	5,50	7,25	12,00	5,50	10,00	0,50	2,200	2,2625	2,325	3,25	-	-	3,65	3,45	3,15
23 oct. 2008	5,50	7,25	12,00	5,50	10,00	0,15	2,200	2,2625	2,325	3,25	-	-	3,35	3,15	2,65
18 déc. 2008	4,75	6,50	12,00	4,75	10,00	0,15	1,300	1,3625	1,425	3,25	-	-	2,20	2,00	1,40
26 mars 2009	4,50	6,25	12,00	4,50	10,00	0,10	1,000	1,0625	1,125	3,25	-	-	1,90	1,70	1,10
2 juillet 2009	4,25	6,00	10,00	4,25	10,00	0,05	0,850	0,9125	0,975	3,25	-	-	1,25	1,05	0,85
29 juillet 2010	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	-	1,25	0,85	0,60
1 novembre 2011	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	-	1,50	1,10	0,85
19 décembre 2011	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,600	0,6625	0,725	3,25	-	-	1,25	0,85	0,60
30 juillet 2012	4,00	5,75	10,00	4,00	10,00	0,05	0,350	0,4125	0,475	3,25	-	-	1,00	0,60	0,35
22 juillet 2013	3,50	5,25	10,00	3,50	10,00	0,05	0,100	0,1625	0,225	3,25	-	-	0,75	0,35	0,10
31 octobre 2013	3,25	5,00	10,00	3,25	10,00	0,05	0,100	0,1625	0,225	2,75	-	-	0,75	0,35	0,10
18 décembre 2013	3,25	5,00	10,00	3,25	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	-	0,50	0,10	0,00
9 juillet 2014	2,95	4,70	10,00	2,95	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	-	0,40	0,05	0,00
9 juillet 2015	2,95	4,70	10,00	2,95	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,75	-	-	0,40	0,05	0,00
10 juillet 2017	2,45	4,20	10,00	2,45	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	-	0,40	0,05	0,00
22 mars 2017	2,95	4,70	10,00	2,45	10,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	-	0,40	0,05	0,00
11 juillet 2017	2,95	4,70	7,00	2,45	7,00	0,05	0,000	0,0625	0,125	2,45	-	-	0,40	0,05	0,00

Nouveau système

Dates	Taux des appels d'offres (TIAO)	Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	Taux de Facilité de Dépôt (TPD)	Taux de pénalité aux Banques (TPB)	Taux de rémunération des réserves obligatoires	Taux Créditeur Minimum (TCM)	Taux des FGF (TISPP ₀)	Taux des MSRB (TISPP ₁)	Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂)
11 juillet 2018	2,95	4,70	0,00	7,00	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00
31 octobre 2018	3,50	5,25	0,00	7,55	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00
18 décembre 2018	3,50	6,00	0,00	8,30	0,05	2,45	0,40	0,05	0,00

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

Rubriques	03.07.08 25.03.09	26.03.09 01.07.09	02.07.09 06.04.16	Rubriques	07.04.16 30.11.16	01.12.16 31.05.17	Rubriques	01.06.17 au.....
I - Coefficients des réserves obligatoires (2)				I - Coefficients des réserves obligatoires ^(*)			I - Coefficients des réserves obligatoires ^(***)	
- Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante (Congo et Guinée Equatoriale)				- Groupe I : Etats en situation de liquidité satisfaisante (Cameroun, Congo Gabon et Guinée Equatoriale)			- Exigibilités à vue	
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	14,00	14,00	14,00	1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	5,875	5,875	1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	10,5	10,50	10,50	2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	4,625	4,625	2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards	3,00
- Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante (Cameroun et Gabon)				- Groupe II : Etats en situation de liquidité suffisante (Tchad) ^(***)			3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	11,75	11,75	11,75	1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	3,875	-	- Exigibilités à terme	
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	9,25	9,25	9,25	2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	2,625	-	1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00
- Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile (Tchad)							2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards	2,00
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	9,00	7,75	7,75				3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	6,5	5,25	5,25					
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,15	0,10	0,05	II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05	0,05	II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité. Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été uniformisé depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 5 % depuis le 16 mars 2012. Pour la BCE, l'assiette des réserves obligatoires est définie en relation avec les données bilanctuelles. On distingue trois catégories d'exigibilités : les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 2% , les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 0% et les exigibilités exclues de l'assiette des réserves.

(*) Depuis le 06 avril 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés à 2 au lieu de 3. Aussi, les coefficients de réserves obligatoires ont été réduits de moitié.

(**) Par décision N°02/CPM/2016 du CPM du 23 novembre 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés de 2 à 1. Aussi, les banques de la RCA et du Tchad sont exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

(***) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(Situation en fin de période)

(En pourcentage)

Pays/Régions	2018						2019							Dates de la dernière modification
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	
BCEAO														
Taux d'appel d'offres														
- injections de liquidité ⁽²⁾	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	17 septembre 2013
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Taux du guichet de prêt marginal	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	16 décembre 2016
ZONE EURO ⁽³⁾														
Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 mars 2016
Facilité de prêt marginal	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	16 mars 2016
Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	16 mars 2016
ROYAUME-UNI														
Prêts maisons d'escompte	0,50	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	02 août 2018
CHINE														
Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	23 octobre 2015
ETATS-UNIS														
Taux d'intérêt de la FED	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
NIGERIA														
Taux de la Politique Monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Prêt Marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	26 juillet 2016

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovaquie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2018						2019							Variation juillet 19 - juillet 18
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	
I. Facteurs autonomes (a-b)	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	27 478	25 341	15 402	20 839	23 706	29 447	-23 077
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	1 076 700	1 093 392	1 122 532	1 142 340	1 170 449	1 250 722	1 190 643	1 162 253	1 176 237	1 175 903	1 164 126	1 209 219	1 230 791	154 090
. Réserves flottantes :	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	942 104	996 047	982 033	1 049 178	1 064 956	1 049 096	1 032 878	251 924
-Comptes courants des Ets de crédit	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	942 104	996 047	982 033	1 049 178	1 064 956	1 049 096	1 032 878	251 924
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	51 248	51 248	51 261	51 282	51 248	52 290	51 248	51 248	51 247	53 173	53 179	53 173	53 217	1 969
. FMI-Allocations de DTS	139 193	139 861	140 151	141 998	141 597	141 191	141 776	142 393	143 680	143 640	143 654	142 050	143 425	4 231
. Divers-passifs	-110 323	-110 006	-97 240	-82 114	-104 811	-63 707	-70 473	-36 480	-58 943	-70 951	-46 881	-42 616	-55 205	55 118
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	1 655 722	1 692 561	1 688 948	1 686 080	1 707 289	1 968 781	1 941 517	1 996 205	2 008 765	2 021 010	2 162 299	2 210 874	2 162 149	506 428
. Autres créances sur l'extérieur	83 462	83 387	83 125	85 087	84 984	85 603	86 972	87 013	87 504	87 580	87 595	88 439	90 228	6 766
. Créances sur l'Etat (net)	129 424	150 486	161 149	77 946	179 842	148 610	182 161	188 760	154 675	200 248	90 803	67 563	105 824	-23 600
. Divers-Actifs	16 641	16 400	16 165	15 844	16 172	17 451	16 152	16 006	17 967	26 703	17 497	20 340	17 456	815
II. Concours du marché monétaire	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	27 478	25 341	15 402	20 839	23 706	29 447	-23 077
. OPIL(1), Pensions et autres	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	28 496	27 478	25 341	15 402	20 839	23 706	29 447	-23 077

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Centrafrique

(En millions de F CFA)

	2018						2019							Variation juillet 19 - juillet 18
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	
I. Facteurs autonomes (a-b)	414	488	540	521	316	297	277	258	238	218	199	179	179	-235
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	177 398	183 588	181 520	183 449	186 269	193 579	189 427	192 027	190 704	194 749	198 258	178 263	183 565	6 167
. Réserves flottantes :	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	37 222	37 759	41 417	41 713	28 495	35 690	30 385	4 865
-Comptes courants des Ets de crédit	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	37 222	37 759	41 417	41 713	28 495	35 690	30 385	4 865
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	20 405	20 656	20 210	21 407	20 614	20 780	20 773	20 367	20 188	21 476	20 970	21 216	21 240	836
. FMI-Allocations de DTS	42 238	42 108	42 195	42 751	42 630	42 508	42 684	42 870	43 257	43 245	43 249	42 767	43 180	942
. Divers-passifs	38 447	37 948	38 357	37 793	37 558	27 198	28 514	28 400	29 970	27 904	27 732	27 778	28 339	-10 108
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	175 889	203 870	196 810	193 213	191 551	204 032	194 066	190 814	187 808	186 911	175 029	209 709	217 951	42 062
. Autres créances sur l'extérieur	28 655	27 873	27 769	28 457	29 546	31 028	29 711	29 731	29 188	30 178	30 200	30 180	33 024	4 369
. Créances sur l'Etat (net)	91 856	72 821	81 481	93 096	96 926	77 826	87 698	93 613	101 451	104 318	105 811	58 053	48 106	-43 750
. Divers-Actifs	7 194	7 142	7 042	6 905	6 992	7 350	6 867	7 008	6 852	7 461	7 467	7 592	7 450	256
II. Concours du marché monétaire	0	113	185	185	0									
. OPIL (1), Pensions et autres	0	113	185	185	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2018						2019							Variation juillet 19 - juillet 18
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	
I. Facteurs autonomes (a-b)	85 698	85 698	101 848	98 169	89 749	82 900	79 238	73 771	74 021	82 994	74 055	61 947	54 404	-31 294
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	451 472	451 562	451 562	455 599	448 419	446 403	494 623	447 952	458 971	461 598	464 729	505 079	517 594	66 122
. Réserves flottantes :	219 638	234 238	234 238	236 206	259 409	210 492	243 293	272 476	267 369	290 963	284 461	299 359	327 278	107 640
-Comptes courants des Ets de crédit	219 582	234 182	234 182	236 151	259 354	210 436	243 238	272 420	267 314	290 907	284 405	299 304	327 223	107 640
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	13 928	13 905	13 905	13 910	13 845	13 893	14 211	13 868	13 918	14 392	14 375	14 459	14 366	438
.FMI-Allocations de DTS	63 297	63 068	63 068	63 004	63 834	63 654	63 471	64 011	64 590	64 572	64 578	63 857	64 475	1 178
.Divers-passifs	-594	1 635	1 635	3 308	3 047	8 380	49 721	35 903	39 648	38 099	39 606	42 734	43 605	44 199
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	68 303	79 048	79 048	129 419	140 656	148 617	185 349	190 987	170 549	192 538	207 560	282 410	355 452	287 149
.Autres créances sur l'extérieur	78 781	77 891	77 891	77 455	78 797	78 866	78 671	79 700	80 213	80 321	80 440	80 025	81 369	2 587
.Créances sur l'Etat (net)	476 186	490 839	490 839	455 403	468 620	421 630	510 953	478 776	509 172	502 794	490 746	484 182	465 241	-10 946
.Divers-Actifs	38 772	14 782	14 782	11 582	10 732	10 810	11 108	10 977	10 543	10 976	14 947	16 925	10 853	-27 919
II. Concours du marché monétaire	30 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	35 000	36 000	44 973	38 473	27 115	20 000	-10 000
.OPIL (1), Pensions et autres	30 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	35 000	36 000	44 973	38 473	27 115	20 000	-10 000

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidités (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon

(En millions de F CFA)

	2018						2019							Variation juillet 19 - juillet 18
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	
I. Facteurs autonomes (a-b)	35 000	19 000	27 500	27 500	147 000	23 000	26 000	26 000	27 000	27 000	5 000	5 000	0	-35 000
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	421 114	421 114	456 065	460 593	173 228	481 174	458 916	462 308	460 458	471 289	481 280	427 832	427 316	6 202
. Réserves flottantes :	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	439 286	435 228	561 790	504 692	508 915	544 776	454 772	134 570
-Comptes courants des Ets de crédit	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	439 286	435 228	561 790	504 692	508 915	544 776	454 772	134 570
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 312	25 312	25 288	25 267	24 756	25 734	25 237	25 219	25 206	26 108	26 098	26 077	26 107	795
.FMI-Allocations de DTS	116 118	116 118	116 000	117 528	24 994	116 860	117 345	117 855	118 921	118 887	118 899	117 571	118 709	2 591
.Divers-passifs	-1 765	-1 765	-893	-1 860	16 364	37 815	27 001	29 827	30 882	44 127	27 773	32 331	36 857	38 622
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	339 798	339 798	397 328	408 173	-21 554	649 637	615 498	547 502	699 496	728 985	682 490	690 378	561 327	221 528
.Autres créances sur l'extérieur	140 558	140 558	139 953	142 168	47 126	141 940	143 736	143 293	144 462	145 837	144 773	143 723	146 551	5 993
.Créances sur l'Etat (net)	368 599	368 599	350 587	390 139	310 373	176 543	271 993	343 211	316 066	252 191	319 751	298 396	344 899	-23 699
.Divers-Actifs	13 028	13 028	10 463	10 508	5 310	11 740	10 557	10 432	10 235	11 091	10 950	11 091	10 985	-2 043
II. Concours du marché monétaire	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	26 000	26 000	27 000	27 000	5 000	5 000	0	-19 000
.OPIL (1), Pensions et autres	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	26 000	26 000	27 000	27 000	5 000	5 000	0	-19 000

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

	2018						2019						Variation juillet 19 - juillet 18	
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin		juillet
I. Facteurs autonomes (a-b)	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	158 000	109 007	102 385	128 385	106 000	106 000	-32 650
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	177 198	174 485	174 485	170 822	175 707	173 228	197 758	181 729	179 169	179 084	180 764	190 148	189 584	12 386
. Réserves flottantes :	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	302 694	313 797	274 033	264 565	239 732	290 067	46 660
-Comptes courants des Ets de crédit	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	302 694	313 797	274 033	264 565	239 732	290 067	46 660
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	25 249	24 747	24 747	25 677	25 677	25 677	25 677	921
. FMI-Allocations de DTS	24 854	24 764	24 764	24 739	25 065	24 994	24 923	25 135	25 362	25 355	25 357	25 074	25 317	462
. Divers-passifs	12 369	12 062	12 062	15 484	15 790	16 364	57 708	41 840	44 390	43 725	43 619	46 695	48 138	35 770
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	-105 287	-25 350	-25 350	-70 980	-123 565	-21 554	-25 435	-100 840	1 943	30 950	65 634	82 420	117 897	223 184
. Autres créances sur l'extérieur	46 870	46 700	46 700	46 649	47 263	47 126	46 991	47 386	47 815	47 801	47 801	47 267	47 725	855
. Créances sur l'Etat (net)	396 507	332 264	332 264	394 152	394 857	310 373	453 037	466 646	423 882	361 697	293 175	286 558	302 239	-94 268
. Divers-Actifs	5 845	8 780	8 780	5 470	5 374	5 310	8 561	4 953	4 819	5 041	4 988	5 080	4 923	-922
II. Concours du marché monétaire	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	158 000	109 007	102 385	128 385	106 000	106 000	-32 650
. OPIL (1), Pensions et autres	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	158 000	109 007	102 385	128 385	106 000	106 000	-32 650

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad

(En millions de F CFA)

	2018						2019						Variation juillet 19 - juillet 18	
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin		juillet
I. Facteurs autonomes (a-b)	198 358	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	138 750	146 411	137 900	136 000	119 273	109 280	-89 078
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	414 905	414 905	424 095	429 417	436 496	450 590	438 891	453 743	469 410	476 165	486 835	460 514	460 418	45 513
. Réserves flottantes :	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	110 884	95 431	98 809	97 510	94 422	135 523	174 109	138 570
-Comptes courants des Ets de crédit	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	110 884	95 431	98 809	97 510	94 422	135 523	174 109	138 570
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	24 426	24 426	24 439	24 361	24 441	24 834	24 385	24 433	24 427	25 303	25 300	25 340	25 274	848
. FMI-Allocations de DTS	42 437	42 437	42 394	42 952	42 831	42 708	42 885	43 072	43 461	43 449	43 453	42 968	43 384	947
. Divers-passifs	44 562	44 562	50 189	50 173	50 434	63 811	43 005	41 979	44 469	44 352	44 368	47 734	47 916	3 353
b/ Postes d'Actif														
. Disponibilités extérieures brutes	-44 266	-44 266	-33 493	-37 702	-30 393	81 981	91 018	104 347	88 713	70 406	107 420	95 236	140 622	184 889
. Autres créances sur l'extérieur	33 629	33 629	33 128	33 886	33 776	33 999	34 510	34 550	34 753	34 770	34 791	35 079	35 761	2 131
. Créances sur l'Etat (net)	379 629	379 629	438 767	446 075	454 782	357 917	373 155	370 296	400 078	431 488	404 766	451 086	454 241	74 612
. Divers-Actifs	11 318	11 318	11 040	11 345	11 315	11 772	10 862	10 713	10 623	12 216	11 403	11 406	11 196	-122
II. Concours du marché monétaire	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	138 750	146 411	137 900	136 000	119 273	109 280	-72 280
. OPIL (1), Pensions et autres	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	150 504	138 750	146 411	137 900	136 000	119 273	109 280	-72 280

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC.

(En millions de F CFA)

	2018						2019							Variation juillet 19 - juillet 18
	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	
I. Facteurs autonomes (a-b)	510 643	462 412	460 886	461 774	619 853	450 281	458 515	424 257	382 018	365 899	364 478	316 105	299 309	-211 334
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 718 788	2 739 047	2 810 259	2 842 218	2 590 568	2 995 697	2 970 257	2 900 012	2 934 949	2 958 789	2 975 992	2 971 055	3 009 268	290 480
. Réserves flottantes :	1 625 261	1 688 204	1 693 303	1 643 184	1 657 065	1 777 909	2 124 306	2 139 634	2 265 216	2 258 090	2 245 813	2 304 176	2 309 489	684 228
- Comptes courants des Ets de crédit	1 625 205	1 688 149	1 693 247	1 643 128	1 657 010	1 777 854	2 124 251	2 139 579	2 265 161	2 258 034	2 245 758	2 304 121	2 309 433	684 228
- dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
. Engagements extérieurs	160 075	160 303	159 858	160 983	159 660	162 287	161 101	159 882	159 733	166 129	165 600	165 942	165 882	5 807
. FMI-Allocations de DTS	428 139	428 357	428 572	432 971	340 952	431 916	433 083	435 336	439 272	439 148	439 192	434 288	438 490	10 351
. Divers-passifs	-17 304	-15 563	4 110	22 785	18 381	89 860	135 475	141 469	130 416	127 256	136 217	154 656	149 651	166 955
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	2 090 159	2 245 661	2 303 292	2 308 202	1 863 984	3 031 494	3 002 013	2 929 015	3 157 273	3 230 800	3 400 432	3 571 027	3 555 398	1 465 240
. Autres créances sur l'extérieur	411 955	410 038	408 566	413 701	321 492	418 563	420 590	421 672	423 934	426 488	425 602	424 713	434 657	22 702
. Créances sur l'Etat (net)	1 842 201	1 794 638	1 855 087	1 856 810	1 905 401	1 492 899	1 878 997	1 941 301	1 905 323	1 852 736	1 705 051	1 645 838	1 720 551	-121 650
. Divers-Actifs	92 798	71 449	68 271	61 654	55 896	64 432	64 107	60 088	61 039	73 488	67 251	72 434	62 864	-29 934
II. Concours du marché monétaire	421 734	423 240	405 583	407 669	448 268	407 997	419 912	385 228	343 759	327 660	328 697	281 094	264 727	-157 007
. OPIL (1), Pensions et autres	421 734	423 240	405 583	407 669	448 268	407 997	419 912	385 228	343 759	327 660	328 697	281 094	264 727	-157 007

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2018						2019						
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Avoirs officiels bruts en devises ^(a) (En millions de FCFA)	Cameroun	1 739 184	1 775 948	1 772 074	1 771 167	2 605 479	2 054 384	2 028 489	2 083 217	2 096 270	2 108 590	2 249 894	2 299 313	2 252 377
	Centrafrique	221 417	231 742	224 579	221 670	267 640	235 060	223 777	220 545	216 995	217 089	205 229	239 889	250 975
	Congo	155 152	226 009	206 873	219 453	1 284 832	264 020	266 883	270 687	250 761	272 860	288 001	362 435	436 821
	Gabon	523 351	570 835	537 281	550 341	1 260 033	791 578	759 234	690 795	843 958	874 822	827 263	834 100	707 878
	Guinée	19 537	15 820	-24 331	-76 302	660 981	21 556	22 635	-53 454	49 758	78 751	113 435	129 688	165 621
	Equatoriale	-22 968	1 971	-366	-3 816	206 519	115 980	125 528	138 898	123 466	105 176	142 211	130 315	176 383
	Tchad	602 041	632 564	629 503	594 167	619 423	453 281	507 653	473 040	468 847	442 986	437 033	442 643	444 206
	Sces Centraux	3 237 714	3 454 889	3 345 613	3 276 680	6 904 907	3 935 860	3 934 197	3 823 728	4 050 054	4 100 274	4 263 067	4 438 383	4 434 261
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) ^(b)	Cameroun	70,56	71,71	72,18	72,08	70,31	75,56	75,43	76,91	76,40	76,21	78,12	78,44	77,65
	Centrafrique	83,75	84,29	84,02	83,75	83,67	81,36	81,14	80,85	81,15	80,36	79,42	81,82	82,65
	Congo	19,71	26,73	25,14	26,58	27,69	32,45	32,39	32,69	31,21	32,62	34,07	39,96	45,16
	Gabon	58,55	60,14	58,84	59,46	60,97	70,39	68,75	66,91	71,26	72,73	71,97	72,33	69,61
	Guinée	7,93	7,82	7,73	7,63	7,14	7,11	7,13	6,86	7,37	10,84	14,41	16,67	20,37
	Equatoriale	7,59	7,45	7,31	7,02	6,67	16,72	17,58	19,38	17,49	15,44	19,88	19,07	24,51
	Tchad	55,98	58,35	58,04	57,07	58,06	61,31	61,87	61,26	62,75	62,93	63,94	65,56	66,21
	Sces Centraux	55,98	58,35	58,04	57,07	58,06	61,31	61,87	61,26	62,75	62,93	63,94	65,56	66,21
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	1 604 488	1 622 245	1 611 723	1 629 288	1 640 787	1 945 237	1 914 771	1 871 175	1 885 198	1 879 747	2 003 450	2 151 000	2 091 036
	Centrafrique	186 001	194 786	187 377	186 564	182 212	200 726	190 634	178 294	176 003	173 675	161 901	203 913	208 683
	Congo	74 126	141 284	122 567	135 089	141 974	182 407	184 158	178 413	159 406	178 515	191 835	274 372	343 072
	Gabon	368 465	410 136	376 125	391 518	409 531	638 948	604 081	510 487	653 812	675 449	630 523	671 260	541 908
	Guinée	-41 294	-43 082	-79 509	-130 290	-28 671	-32 342	-29 617	-98 860	-2 070	26 501	59 977	79 168	101 958
	Equatoriale	-71 049	-44 638	-44 902	-47 174	-37 412	74 426	84 614	95 491	82 001	64 528	98 701	92 011	121 092
	Tchad	517 098	557 334	559 594	506 104	523 874	350 489	417 563	404 098	355 591	323 506	311 605	355 583	446 719
	Sces Centraux	2 637 835	2 838 065	2 732 975	2 671 099	2 832 295	3 359 889	3 366 205	3 139 097	3 309 941	3 321 921	3 457 992	3 827 306	3 854 469

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IV1 : Situation comptable de la BEAC au 31 juillet 2019 (actif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	3 893 735 502 109	338 337 006 516	2 162 149 328 610	217 951 163 780	355 452 091 518	561 326 874 663	117 896 568 206	140 622 468 817
Avoirs Extérieurs à vue	3 778 610 792 714	338 337 006 516	2 091 507 435 672	210 901 186 580	343 862 020 593	543 019 478 270	114 452 084 267	136 531 580 817
Billets Etrangers	32 746 825 635	222 290 708	471 905 303	2 218 318 662	790 096 909	1 111 345 097	12 493 628 728	15 439 240 228
Correspondants Hors Zone d'Emission	-108 604 768 983	-108 604 768 983	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	3 854 468 736 062	446 719 484 791	2 091 035 530 369	208 682 867 918	343 071 923 684	541 908 133 173	101 958 455 539	121 092 340 589
Compte d'Opérations	3 854 468 736 062	446 719 484 791	2 091 035 530 369	208 682 867 918	343 071 923 684	541 908 133 173	101 958 455 539	121 092 340 589
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	115 124 709 395	0	70 641 892 938	7 049 977 200	11 590 070 925	18 307 396 393	3 444 483 939	4 090 888 000
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	115 124 709 395	0	70 641 892 938	7 049 977 200	11 590 070 925	18 307 396 393	3 444 483 939	4 090 888 000
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE-OR	169 898 934 117	105 804 141 276	25 206 046 974	9 362 461 465	9 362 607 043	10 802 446 463	0	9 361 230 896
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	370 626 987 735	65 031 280	65 021 922 906	23 661 188 175	72 006 096 775	135 748 370 503	47 724 715 729	26 399 662 367
Quotes-Parts en Devises	199 632 491 163	0	52 304 743 630	20 369 486 923	30 594 634 636	39 541 948 765	30 644 596 647	26 177 080 562
Avoirs en D.T.S.	170 994 496 572	65 031 280	12 717 179 276	3 291 701 252	41 411 462 139	96 206 421 738	17 080 119 082	222 581 805
CREANCES SUR LES BANQUES	299 309 360 591	0	29 446 857 333	178 844 992	54 403 658 266	0	106 000 000 000	109 280 000 000
Concours du Marché Monétaire : Guichet A	264 726 857 333	0	29 446 857 333	0	20 000 000 000	0	106 000 000 000	109 280 000 000
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	264 726 857 333	0	29 446 857 333	0	20 000 000 000	0	106 000 000 000	109 280 000 000
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	34 582 503 258	0	0	178 844 992	34 403 658 266	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 777 016 081 324	0	578 130 200 998	81 240 753 045	573 325 969 080	453 626 802 414	610 090 226 866	480 602 128 921
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 777 016 081 324	0	578 130 200 998	81 240 753 045	573 325 969 080	453 626 802 414	610 090 226 866	480 602 128 921
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	180 290 772 100	0	111 380 088 523	35 322 719 222	0	0	0	33 587 964 355
VALEURS IMMOBILISEES	441 339 273 769	402 500 853 026	9 697 000 304	4 042 909 013	7 866 676 328	4 796 154 947	4 533 200 974	7 902 479 177
Immobilisations Financières	209 136 182 732	181 587 293 318	7 577 587 237	3 124 877 886	6 594 561 291	2 538 928 074	2 945 142 319	4 767 792 607
Créances sur le Personnel	45 749 221 669	18 269 638 133	7 546 187 650	3 120 421 711	6 584 506 945	2 538 715 874	2 945 142 319	4 744 609 037
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 656 622 783	120 587 316 905	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	10 690 355 269	10 690 349 269	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	221 431 879 151	210 142 353 822	2 119 407 067	918 031 127	1 272 115 037	2 257 226 873	1 588 058 655	3 134 686 570
Autres immobilisations	80 856 617	80 856 617	0	0	0	0	0	0
AUTRES ACTIFS	34 045 449 608	34 045 449 608	0	0	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	26 564 605 036	2 539 386 899	7 759 158 319	3 407 424 593	2 986 156 330	6 188 854 285	389 811 246	3 293 813 364
Avances Diverses au Personnel	2 456 085 730	2 024 545 234	94 031 673	71 793 392	64 042 209	77 809 558	30 450 980	93 412 684
Autres Débiteurs Divers	903 959 870	-52 900 087	0	0	4 263 870	956 432 561	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	23 204 559 436	567 741 752	7 665 126 646	3 335 631 201	2 917 850 251	5 154 612 166	363 196 740	3 200 400 680
TOTAL DE L'ACTIF	8 192 826 966 389	883 291 868 605	2 988 790 603 967	375 167 464 285	1 075 403 255 340	1 172 489 503 275	886 634 523 021	811 049 747 897
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	7 185 186 943 743	1 037 287 224 955	2 493 792 848 620	344 485 512 519	850 713 185 241	1 006 610 027 255	776 827 594 835	675 470 550 318

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 31 juillet 2019 (passif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
Billets et pièces en circulation	3 009 267 733 882	0	1 230 790 503 158	183 565 331 767	517 594 050 228	427 316 018 211	189 583 867 235	460 417 963 284
Tresors et comptables publics nationaux	1 237 429 304 113	673 265 405	583 686 035 961	68 457 636 492	108 085 180 659	108 727 484 412	307 850 732 178	59 948 969 006
Comptes courants	508 986 361 497	0	146 427 696 776	63 906 954 038	79 959 958 145	98 274 266 324	62 298 561 723	58 118 924 491
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	187 780 570 407	0	0	0	15 292 163 928	694 142 603	171 794 263 876	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	54 598 922 526	0	0	0	94 685 479	8 085 638 075	46 418 598 972	0
Dépôts spéciaux	486 063 449 683	673 265 405	437 258 339 185	4 550 682 454	12 738 373 107	1 673 437 410	27 339 307 607	1 830 044 515
Banques et institutions financières	2 313 733 521 903	-6	953 189 271 147	48 608 236 869	323 673 969 931	476 529 195 183	313 127 407 989	198 605 440 790
Banques et Institutions Etrangères	165 882 234 845	-6	53 216 752 933	21 240 462 650	14 366 008 308	26 107 430 333	25 677 358 703	25 274 221 924
Banques et Institutions Financières de la Zone	2 147 851 287 058	0	899 972 518 214	27 367 774 219	309 307 961 623	450 421 764 850	287 450 049 286	173 331 218 866
Comptes courants	2 147 795 865 430	0	899 972 518 214	27 367 774 219	309 252 539 995	450 421 764 850	287 450 049 286	173 331 218 866
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes des Etablissements de Crédit en liquidation	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres comptes courants	192 704 108 721	31 066 591 989	132 905 026 146	3 016 914 742	17 970 190 757	4 350 461 617	2 617 403 619	777 519 851
Fmi : allocation des d.Ls.	438 489 600 200	0	143 424 540 594	43 180 282 048	64 475 153 984	118 708 961 510	25 316 725 207	43 383 936 857
Emprunts et dettes a long et moyen terme	16 013 909 881	16 013 909 881	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS	43 625 588 624	43 625 588 624	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	-198 908 995 843	-198 908 995 843	0	0	0	0	0	0
RESERVES	814 153 605 581	907 967 294 100	-114 924 576 617	22 985 344 048	-3 219 936 312	-5 203 062 922	-1 911 356 753	8 459 900 037
CAPITAL, PRIMES ET FONDS DE DOTATION	91 507 313 350	91 507 313 350	0	0	0	0	0	0
CREDITEURS DIVERS	-6 529 802 057	21 534 504 593	-32 378 640 017	65 658 538	3 011 058 037	1 224 137 695	-15 507 243	28 986 340
TRANSFERTS NON DENOUES	16 749 521 835	655 957 036	15 437 777 752	636 820 740	0	18 966 307	0	0
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	224 599 578 624	1 677 161 232	73 066 479 973	5 316 428 711	37 130 187 691	36 687 549 149	39 595 329 925	31 126 441 943
RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPTE DE RESULTAT	-8 022 425	-32 520 721 756	3 594 185 870	-665 189 670	6 683 400 365	4 129 792 113	10 469 920 864	8 300 589 789
TOTAL DU PASSIF	8 192 826 966 389	883 291 868 605	2 988 790 603 967	375 167 464 285	1 075 403 255 340	1 172 489 503 275	886 634 523 021	811 049 747 897
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	7 185 186 943 743	1 037 287 224 955	2 493 792 848 620	344 485 512 519	850 713 185 241	1 006 610 027 255	776 827 594 835	675 470 550 318

Taux de couverture mois antérieur	66,21%	77,65%	82,65%	45,16%	69,61%	20,37%	24,51%
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	65,56%	78,48%	82,00%	40,35%	72,19%	16,35%	18,36%

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 31 juillet 2019

(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés
Cameroun	578 130
Centrafrique	81 241
Congo	573 326
Gabon	453 627
Guinée Equatoriale	610 090
Tchad	480 602
Total	2 777 016

- (1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC et des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017 et 2018. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017
- (2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	juillet		juillet		juillet		juillet		juillet		juillet		juillet		juillet	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	1 800 519	2 151 916	104 170	91 518	155 730	374 181	497 731	456 099	91 019	161 441	-271 029	-156 533	586 428	428 526	2 183 765	2 733 846
BEAC	1 199 308	1 623 640	56 953	51 874	106 702	343 733	261 497	328 487	-31 325	111 667	-214 026	-99 956	586 428	428 526	1 911 018	2 753 567
Banques (BCM et ABE)	601 211	528 276	47 217	39 644	49 028	30 448	236 234	127 612	122 344	49 774	-57 003	-56 577	0	0	272 747	-19 721
2- Crédit Intérieur (a+b)	3 403 354	3 988 805	289 613	309 595	1 727 093	1 711 021	1 871 809	1 996 055	1 355 392	1 410 488	1 128 290	1 295 947	119 327	119 580	10 636 376	11 586 819
a- Créances nettes sur l'Etat	169 650	649 179	152 902	162 946	601 283	640 418	804 103	860 633	176 546	495 479	521 462	663 731	-673	-673	2 847 685	3 967 104
dont Position Nette du Gouvernement	213 302	664 050	161 996	164 082	600 432	639 266	857 960	928 495	216 533	531 429	553 041	692 128	-673	-673	3 026 085	4 115 017
b- Créances sur l'économie	3 233 704	3 339 626	136 711	146 649	1 125 810	1 070 603	1 067 706	1 135 422	1 178 846	915 009	606 828	632 216	120 000	120 253	7 788 691	7 619 715
Court terme	1 960 941	1 956 276	81 838	82 114	545 953	542 298	527 808	567 211	1 014 414	736 872	440 417	455 118	0	0	4 691 366	4 456 513
Moyen terme	1 183 348	1 289 842	45 586	49 793	553 065	509 432	516 652	549 145	141 188	161 138	146 038	154 934	120 000	120 253	2 903 420	2 973 555
Long terme	89 415	93 508	9 287	14 742	26 792	18 873	23 246	19 066	23 244	16 999	20 373	22 164	0	0	193 905	189 647
TOTAL DES CONTREPARTIES	5 203 873	6 140 721	393 783	401 113	1 882 823	2 085 202	2 369 540	2 452 154	1 446 411	1 571 929	857 261	1 139 414	705 755	548 106	12 820 141	14 320 665
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	4 436 409	5 240 495	327 800	348 114	1 605 850	1 773 118	2 189 370	2 308 957	1 071 758	1 145 502	822 828	997 718	0	0	10 492 023	11 874 338
a- Monnaie fiduciaire	906 366	1 056 772	170 651	177 659	403 170	474 354	337 013	341 314	137 677	152 993	302 913	345 537	0	0	2 257 790	2 548 629
b- Monnaie scripturale	1 888 455	2 303 482	98 251	109 400	883 896	986 649	1 122 813	1 321 317	670 224	742 307	434 627	564 486	0	0	5 126 270	6 080 897
c- Quasi-monnaie	1 641 588	1 880 241	58 898	61 055	318 784	312 115	729 544	646 326	263 857	250 202	85 288	87 695	0	0	3 107 963	3 244 812
2- Autres postes nets	767 464	900 226	65 983	52 999	276 973	312 084	180 170	143 197	374 653	426 427	34 433	141 696	705 755	548 106	2 328 118	2 446 327
TOTAL DES RESSOURCES	5 203 873	6 140 721	393 783	401 113	1 882 823	2 085 202	2 369 540	2 452 154	1 446 411	1 571 929	857 261	1 139 414	705 755	548 106	12 820 141	14 320 665

Annexes

Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe¹ pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

¹ La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux...). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve internationale créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 août 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision

N°05/CPM/2013 du 31 août 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision permettant de projeter les évolutions des principaux agrégats macroéconomiques et de diagnostiquer les vulnérabilités de l'environnement économique à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.

Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, ...).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP₀) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, ...) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l’Afrique Centrale s’est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l’abandon de la règle de discrimination du taux d’intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l’État au compte d’avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d’Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l’UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s’est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s’agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d’Administration délivre son avis conforme pour l’adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l’émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 août 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l’émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l’organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d’émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d’avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d’avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5^{ème} soit 20%, depuis le 1^{er} janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de

ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :
 1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
 2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
 3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.
- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « *le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure* ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;

- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une *limite sous-régionale d'intervention* de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire à N'Djamena, République du Tchad, décide, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôt à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

23 juillet 2019 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 24 juillet 2019 à Ndjamen (République du Tchad), adopte les décisions portant :

- fixation des décotes applicables aux créances privées à court terme admissibles en garantie des opérations de politique monétaire afin de permettre une bonne protection du bilan de la BEAC et favoriser le développement de l'activité d'intermédiation financière dans la CEMAC.
- conditions d'éligibilité des créances privées à court terme au refinancement de la BEAC. Seules les signatures satisfaisant aux conditions suivantes sont éligibles au refinancement de la Banque Centrale : avoir une évaluation du risque de crédit par la BEAC inférieure ou égale au niveau 5 ; avoir enregistré moins de 4 incidents de paiement au cours des 24 mois précédant la demande de l'établissement de crédit ; ne pas avoir enregistré plus de 4 incidents de paiement cumulés sur une période de 24 mois glissants pendant la période de validité de l'autorisation de refinancement.
- fixation des conditions applicables au refinancement des crédits sur liste à la BEAC. A compter du 1^{er} janvier 2020, la décote applicable pour le refinancement de la BEAC des crédits sains octroyés à la petite clientèle nationale, aux petites et moyennes entreprises et aux entrepreneurs individuels, est fixée à 30 % et l'encours maximum refinançable à 15 millions FCFA.

- fixation des mesures diverses applicables aux contreparties en situation de dépendance au refinancement de la BEAC.

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 24 Juillet 2019

DECISION N° 01/CPM/2019

**portant fixation des décotes applicables aux créances privées à court terme admissibles
en garantie des opérations de politique monétaire**

LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE,

Vu les Statuts de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), notamment les articles 15, 16, et 19 ;

Vu la Décision n°04/CPM/2013 du 31 octobre 2013, relative aux actifs financiers éligibles en garantie des opérations de refinancement de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;

Vu la Décision n°05/CPM/2013 du 31 octobre 2013, portant fixation des décotes applicables aux actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Objet

La présente Décision fixe les décotes applicables aux créances privées à court terme (n'excédant pas vingt-quatre mois) admissibles en garantie des opérations de politique monétaire afin de permettre une bonne protection du bilan de la BEAC et favoriser le développement de l'activité d'intermédiation financière dans la CEMAC.

Article 2 : Conditions d'émission pour l'éligibilité des créances privées

Seules sont admissibles aux opérations de politique monétaire les créances privées saines représentatives des crédits octroyés par les établissements de crédit à la clientèle résidente dans la CEMAC.



Annexe 3 : Décisions du CPM du 24 juillet 2019

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 24 Juillet 2019

DECISION N° 01/CPM/2019

**portant fixation des décotes applicables aux créances privées à court terme admissibles
en garantie des opérations de politique monétaire**

LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE,

Vu les Statuts de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), notamment les articles 15, 16, et 19 ;

Vu la Décision n°04/CPM/2013 du 31 octobre 2013, relative aux actifs financiers éligibles en garantie des opérations de refinancement de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;

Vu la Décision n°05/CPM/2013 du 31 octobre 2013, portant fixation des décotes applicables aux actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Objet

La présente Décision fixe les décotes applicables aux créances privées à court terme (n'excédant pas vingt-quatre mois) admissibles en garantie des opérations de politique monétaire afin de permettre une bonne protection du bilan de la BEAC et favoriser le développement de l'activité d'intermédiation financière dans la CEMAC.

Article 2 : Conditions d'émission pour l'éligibilité des créances privées

Seules sont admissibles aux opérations de politique monétaire les créances privées saines représentatives des crédits octroyés par les établissements de crédit à la clientèle résidente dans la CEMAC.



Article 3 : Calcul sur la base de décotes cumulatives

Les décotes applicables aux créances privées à court terme admises en garantie des opérations de politique monétaire sont calculées sur la base de décotes cumulatives relatives à l'évaluation du risque de crédit par la BEAC et l'existence d'incidents de paiement de la part de la signature refinancée.

Article 4 : Décotes pour le risque de crédit

Les décotes relatives au risque de crédit sont déterminées à partir d'une méthode d'évaluation du risque de crédit développée par la Banque Centrale. Cette méthode combine l'analyse des ratios financiers de la signature refinancée et le jugement d'expert à partir de tout élément relatif à l'évolution de la conjoncture économique sectorielle, nationale ou internationale.

Les décotes applicables sont les suivantes :

- Niveau 1 : 5%
- Niveau 2 : 10%
- Niveau 3 : 15%
- Niveau 4 : 25%
- Niveau 5 : 35%
- Niveau 6 : 50%

L'évaluation du risque de crédit effectuée par la BEAC au moment de la demande de refinancement d'une créance privée est communiquée à l'établissement de crédit demandeur.

Article 5 : Décotes relatives aux incidents de paiements

Les décotes relatives aux incidents de paiement traduisent la régularité des paiements de la signature au cours des vingt-quatre derniers mois précédant la demande de l'établissement de crédit. Les incidents de paiements sont extraits de la Centrale Récapitulative des Risques Bancaires.

Les décotes applicables sont les suivantes :

- Aucun incident de paiement au cours des 24 derniers mois : 0%
- Au plus deux incidents de paiement au cours des 24 derniers mois : 3%
- De trois à quatre incidents de paiements au cours des 24 derniers mois : 6%
- Plus de quatre incidents de paiements au cours des 24 derniers mois : 10%

Article 6 : Mise à jour des décotes appliquées pour le risque de crédit

Les décotes pour le risque de crédit sur les créances privées sont révisées annuellement. Toutefois, la BEAC peut, en cas d'information nouvelle sur la situation de l'entreprise ou sur l'évolution de la conjoncture économique, mettre à jour les décotes à tout moment.

Décision du CPM du 24 juillet 2019

S'agissant des décotes relatives à la cote de paiement, elles sont révisables mensuellement, suivant la périodicité de mise à jour des informations de la Centrale Récapitulative des Risques Bancaires.

Les décotes révisées sont communiquées à la contrepartie et prennent effet dès la date de notification à l'établissement de crédit.

Article 7 : Modalités d'application de la Décision

Les dispositions de la présente Décision peuvent être précisées par Instruction ou Lettre circulaire du Gouverneur de la BEAC.

Article 8 : Entrée en vigueur

La présente Décision, qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020, abroge et remplace toutes dispositions antérieures contraires. /-

Le Président du Comité de Politique Monétaire,



ABBAS MAHAMAT TOLLI

Décision du CPM du 24 juillet 2019

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 24 Juillet 2019

DECISION N° 02/CPM/2019

**portant conditions d'éligibilité des créances privées à court terme au
refinancement de la BEAC**

Le Comité de Politique Monétaire, réuni en sa session du 24 juillet 2019 à N'Djamena (République du Tchad), décide que seules les signatures satisfaisant aux conditions suivantes sont éligibles au refinancement de la Banque Centrale :

- Avoir une évaluation du risque de crédit par la BEAC inférieure ou égale au niveau 5 ;
- Avoir enregistré moins de 4 incidents de paiement au cours des 24 mois précédant la demande de l'établissement de crédit ;
- Ne pas avoir enregistré plus de 4 incidents de paiement cumulés sur une période de 24 mois glissants pendant la période de validité de l'autorisation de refinancement.

La présente Décision, qui abroge toutes dispositions contraires, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2020. /-

Le Président du Comité de Politique Monétaire,


ABBAS MAHAMAT TOLLI

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 24 Juillet 2019

DECISION N° 03/CPM/2019

**fixant les conditions applicables au refinancement des crédits sur liste à la
Banque des Etats de l'Afrique Centrale**

Le Comité de Politique Monétaire, réuni en sa session du 24 juillet 2019 à N'Djamena (République du Tchad), fixe la décote applicable pour le refinancement de la Banque Centrale des crédits saints octroyés à la petite clientèle nationale, aux petites et moyennes entreprises et aux entrepreneurs individuels à 30 % et l'encours maximum refinançable à 15 millions de FCFA.

La présente Décision prend effet à compter du 1^{er} janvier 2020. /-

Le Président du Comité de Politique Monétaire,



ABBAS MAHAMAT TOLLI

Décision du CPM du 24 juillet 2019

**DECISION DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE
N° 04/CPM/2019**

Le Comité de Politique Monétaire, réuni en sa session ordinaire du 24 juillet 2019 à N°Djamena, République du Tchad, après avoir examiné la note de présentation des mesures diverses applicables aux contreparties en situation de dépendance du refinancement de la BEAC :

- 1- adopte le cadre de traitement des établissements de crédit en situation de dépendance du refinancement de la BEAC ;
- 2- demande au Gouvernement de la BEAC de signer avec la COBAC le cadre de coopération pour la mise en œuvre des plans de financement. /-

Le Président du Comité de Politique Monétaire,



ABBAS MAHAMAT TOLLI

**BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 24 juillet 2019

**DECISION N°05/CPM/2019
fixant diverses mesures applicables aux contreparties en situation de dépendance
au refinancement de la Banque Centrale**

LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE,

VU la Convention régissant l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale en vigueur ;

VU les Statuts de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC);

VU le Règlement N°02/14/CEMAC/UMAC/COBAC du 25 avril octobre 2014 relatif au traitement des établissements de crédit en difficulté dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC);

VU la Décision n°03/CPM/2016 du 15 juin 2016 fixant les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire ;

Considérant l'obligation statutaire pour la BEAC de participer à la réalisation des actions visant la stabilité bancaire en vue de la conduite efficace de la politique monétaire ;

Considérant la mission statutaire de la BEAC de veiller au bon fonctionnement du marché monétaire, et en particulier du marché de la liquidité banque centrale ;

Conscients de la nécessité d'un accompagnement des établissements de crédit par la BEAC lorsque leur situation l'exige, notamment par la mise en œuvre de mesures circonstanciées dans le cadre de ses opérations de refinancement;

Sur proposition du Gouvernement de la Banque centrale,

Réuni en sa session ordinaire du 24 juillet 2019 à N'Djamena, en République du Tchad,

DECIDE :

Article premier.- Objet

La présente Décision fixe le cadre d'élaboration et de mise en œuvre de mesures circonstanciées visant à réduire la dépendance des contreparties au refinancement de la Banque Centrale.

Article 2.- Champ d'application

La présente Décision s'applique aux contreparties de la Banque centrale sur le compartiment de ses interventions sur le marché monétaire, à l'exception de celles bénéficiant d'un apport de liquidité d'urgence.

Article 3.- Dépendance au refinancement de la Banque Centrale

L'indicateur de référence de mesure de la dépendance d'une contrepartie au refinancement de la Banque centrale est le rapport entre l'encours des avances reçues de celle-ci et le total de son bilan.

Le Comité de Politique Monétaire peut, sur proposition du Gouvernement de la Banque centrale, définir d'autres indicateurs de dépendance.

Article 4.- Appréciation de la situation de dépendance au refinancement de la Banque Centrale

La Banque centrale calcule et évalue mensuellement les ratios de dépendance à son refinancement des contreparties éligibles à ses opérations de politique monétaire.

Lorsque le ratio prévu à l'article 3 de la présente Décision dépasse un certain seuil pendant trois mois consécutifs, la Banque centrale le notifie à la contrepartie et lui demande de prendre des mesures nécessaires visant à réduire la dépendance à son refinancement.

La BEAC peut également alerter par courrier toute contrepartie présentant un risque de forte dépendance à son refinancement.

Le seuil de dépendance au refinancement de la Banque centrale est fixé par Instruction de la Banque centrale.

Article 5.- Identification des contreparties en situation de dépendance au refinancement de la Banque centrale

La BEAC établit mensuellement la liste des contreparties en situation de dépendance à son refinancement et la communique à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC).

Article 6.- Mesures de réduction de la dépendance au refinancement de la Banque Centrale

Les mesures de réduction de la dépendance au refinancement consistent en la fixation par la Banque centrale, en relation avec la COBAC, d'une trajectoire de réduction de la dépendance de la contrepartie et la formulation des hypothèses en vue de l'élaboration par celle-ci d'un plan de financement dédié. A cet effet, la Banque centrale tient compte :

- (i) De l'objectif de sortie de la dépendance au refinancement de la Banque Centrale à l'horizon du plan de financement ;

- (ii) De la bonne mise en œuvre de la politique monétaire ;
- (iii) De la préservation de la stabilité financière ;
- (iv) De l'orientation de l'environnement macroéconomique notamment la conjoncture économique et financement de l'Etat ;
- (v) De la situation particulière de la contrepartie.

Le plan de financement est établi par la contrepartie, sur un horizon de deux (02) ans, dans un délai de 30 jours calendaires, à compter de la notification de sa situation de dépendance au refinancement de la Banque centrale.

Le plan de financement, réaliste et crédible, reflète la stratégie de réduction de la dépendance de la contrepartie au refinancement de la Banque centrale. Il est accompagné d'un rapport explicatif des hypothèses d'élaboration, détaillant les mesures prévues et mises en œuvre par la contrepartie pour réduire sa dépendance au refinancement de la Banque centrale.

Article 7.- Validation du plan de financement

Le plan de financement est validé par les organes délibérant et exécutif de la contrepartie et envoyé à la BEAC, pour appréciation.

La BEAC transmet au Secrétariat Général de la COBAC le plan de financement, pour avis. A cet effet, celui-ci peut proposer des mesures spécifiques, qui tiennent compte du profil de risque de la contrepartie, sans préjudice des décisions prises dans le cadre des missions propres de la COBAC.

Sur invitation de la BEAC et en présence du Secrétariat Général de la COBAC, le plan de financement est exposé par la Direction Générale de la contrepartie au plus tard 30 jours calendaires à compter de la date de sa réception.

A l'issue de cette présentation, la BEAC peut demander une révision du plan de financement s'il ne lui paraît pas crédible et réaliste, en cohérence avec la trajectoire de refinancement et les hypothèses ayant servi à son élaboration.

Le plan de financement définitif est transmis à la BEAC dans un délai de 21 jours calendaires, à compter de sa présentation par la contrepartie.

Article 8.- Suivi du plan de financement

Le plan de financement est actualisé tous les trois mois par la contrepartie et communiqué à la BEAC.

La BEAC transmet au Secrétariat Général de la COBAC le plan de financement actualisé, pour information.

La BEAC se réserve le droit de demander, à tout moment, à la contrepartie toutes les informations nécessaires à l'appréciation et au suivi de la mise en œuvre de sa stratégie de réduction de la dépendance au refinancement.

Article 9.- Manquements de la contrepartie

En cas de manquement aux dispositions prévues par la présente Décision, notamment le non-respect de la stratégie de réduction des engagements vis-à-vis de la Banque centrale ou la déviation de la trajectoire de réduction de la dépendance au refinancement résultant de causes endogènes pendant six mois, la BEAC adresse une mise en demeure par écrit à la contrepartie aux fins de régularisation et en informe la COBAC.

A défaut de régularisation dans le délai indiqué à la contrepartie lors de la notification de la constatation du manquement, la Banque centrale se réserve le droit d'appliquer les sanctions et les mesures discrétionnaires prévues dans le cadre du dispositif opérationnel de la politique monétaire, sans préjudice de celles susceptibles d'être mises en œuvre par la COBAC.

La sanction ou la mesure discrétionnaire est levée dès que la contrepartie procède à la régularisation du manquement en cause. La COBAC en est informée.

Article 10.- Sortie du mécanisme de réduction de la dépendance au refinancement

Le mécanisme de réduction de la dépendance au refinancement de la Banque centrale est levé dès que le ratio de dépendance au refinancement de la contrepartie demeure en-dessous du seuil défini, pendant trois mois consécutifs.

Après consultation de la COBAC, la BEAC, peut décider du maintien du mécanisme de réduction de la dépendance au refinancement pendant une durée maximale de douze mois.

Article 11.- Modalités d'application de la Décision

Les dispositions de la présente Décision peuvent être précisées par Instruction ou Lettre circulaire de la Banque centrale.

Article 12.- Modification de la Décision

Sur proposition du Gouvernement de la Banque centrale, la présente Décision peut être modifiée par le Comité de Politique Monétaire.

Article 13.- Entrée en vigueur

La présente Décision, qui abroge toute disposition antérieure portant sur le même objet, entre en vigueur à compter de sa date de signature. Elle est notifiée individuellement aux établissements de crédit et publiée sur le site internet de la BEAC.

Le Président du Comité de Politique Monétaire,



ABBAS MAHAMAT TOLLI

**DOCUMENT RÉALISÉ PAR LA BANQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

“ B.E.A.C. ”

**SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN**

**DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES
ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES
ÉCONOMIES**

**TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int**

**BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS
OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A
L'ADRESSE CI-DESSUS**